

2.1 CONSFIL ECO/F. (14 DECEMBRE)

LE CONSFIL A ENTENDU LES RAPPORTS DU COPITE MONETAIRE ET DU COMITE DES GOUVERNEURS SUR L'ETAT DE LEURS TRAVAUX SUR L'AMELIORATION DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN. IL EST CONVENU DE REVENIR SUR CETTE QUESTION EN FEVRIER ET MARS SUR LA BASE DES REFLEXIONS COMPLEMENTAIRES QUE PRESENTERA LA COMMISSION EN VUE DE PREPARER LES DELIBERATIONS DU CONSEIL EUROPEEN EN MARS. DEVANT LE CONSEIL, LE VICE-PRESIDENT ORTOLI A INDIQUE QUE, S'IL EST PREMATURE DE PASSER A LA PHASE INSTITUTIONNELLE TELLE QUE PREVU EN 1978, IL EST NECESSAIRE ET POSSIBLE DE FAIRE DES PROGRES SIGNIFICATIFS SUR UN CERTAIN NOMBRE DE POINTS, NOTAMMENT :

- COORDINATION DES POLITIQUES MONETAIRES,
- COOPERATION A L'EGARD DES MONNAIES TIERCES
- DEVELOPPEMENT DU ROLE DE L'ECU.

(LE 14 DECEMBRE A ETE CONCLUE A MILAN, LA PREMIERE OPERATION D'EMPRUNT EMISE EN ECUS PAR EURATOM POUR UN MONTANT DE 42 MIO ECUS, DUREE QUINZE ANS AU TAUX DE 14 0/0).

LE CONSEIL A ARRETE LE RAPPORT ANNUEL SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DANS LA COMMUNAUTE AINSI QUE LES ORIENTATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE DES ETATS MEMBRES EN 1982 (LE CAS DE LA GRECE SERA EXAMINE PROCHAINEMENT).

LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD A LA MAJORITE QUALIFIEE POUR UN RELEVEMENT DE 62 MIO ECUS DU TAUX D'AUGMENTATION DES D.N.O. POUR 1981 EN VUE DU FINANCEMENT DU VOLET SOCIAL POUR LA SIDERURGIE.

2.2 CONSEIL "TRANSPORTS"

LA COMMISSION POURRA ENTAMER DES NEGOCIATIONS AVEC L'AUTRICHE SUR CERTAINES QUESTIONS INTERESSANT LA COMMUNAUTE : TAXE ROUTIERE, CONTINGENTS DE TRANSIT, INFRASTRUCTURES. IL EST ENTENDU TOUTEFOIS QUE LA COMMISSION NE POURRA NEGOCIER A CE STADE UNE PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE AU FINANCEMENT DE L'AUTOROUTE AUTRICHIENNE, CE QUI, SELON M. CONTOGEOGIS, EST DE NATURE A COMPROMETTRE L'ABOUTISSEMENT DE LA NEGOCIATION.

LE CONSEIL A ADOPTE UNE RESOLUTION SUR LE RESPECT DES NORMES DE SECURITE PAR LES NAVIRES QUI FONT ESCALE DANS LES PORTS DE LA CEE (ON ATTEND UNE DECISION A LA CONFERENCE DE PARIS EN JANVIER PROCHAIN SUR UN NOUVEL ACCORD ENTRE PLUSIEURS PAYS EUROPEENS).

LE CONSEIL A ADOPTE :

- UNE RESOLUTION CONCERNANT LE SOUTIEN COMMUNAUTAIRE AUX INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT
- UNE AUGMENTATION DE 5 0/0 DES CONTINGENTS COMMUNAUTAIRES DES TRANSPORTS ROUTIERS (15 0/0 POUR LA GRECE ET L'IRLANDE)

- CERTAINES MESURES DE LIBERALISATION DES TRANSPORTS ROUTIERS
DES DIVERGENCES SUBSISTENT SUR :
- LES RELATIONS MARITIMES AVEC LES PAYS TIERS EN ATTENDANT LA
RATIFICATION DU CODE DE CONDUITE DES CONFERENCES MARITIMES.

- UNE LIBERALISATION MARGINALE DES SERVICES AERIENS REGULIERS
ENTRE REGIONS DE LA COMMUNAUTE.

2.3 CONSEIL "AGRICULTURE" (15 DECEMBRE)

LE CONSEIL N'A PU ABOUTIR A DES SOLUTIONS SUR AUCUN DES POINTS
DE SON ORDRE DU JOUR, NOTAMMENT LE SUCRE ACP ET L'UTILISATION DE
BIOPROTEINES DANS L'ALIMENTATION DU BETAIL.

POUR LA VIANDE BOVINE, LES DELEGATIONS N'ONT PU SE RALLIER A LA
SOLUTION DE COMPROMIS PRESENTEE PAR LA COMMISSION: CONTINGENT
GATT DE 50.000 T. BILAN "JEUNES BOVINS" DE 210.000 TETES ET
BILAN VIANDE DE TRANSFORMATION DE 60.000 T.

MANIOC : LA COMMISSION A FAIT RAPPORT SUR SES NEGOCIATIONS AVEC
L'INDONESIE SUR LA DECONSOLIDATION AU GATT ET AVEC LA THAILANDE
SUR L'AUTO-LIMITATION DE SES EXPORTATIONS. LA FRANCE A EXPRIME
DES RESERVES SUR LES CHIFFRES CITES PAR LA COMMISSION COMME VOLU-
ME A ENVISAGER DANS LE FUTUR POUR L'INDONESIE, CHIFFRES QUI
SERAIENT DE NATURE A HYPOTHEQUER L'OBJECTIF GLOBAL DE STABILISA-
TION DES IMPORTATIONS.

PLUSIEURS DELEGATIONS ONT EXPRIME LEURS PREOCCUPATIONS A LA SUITE
DES INFORMATIONS PARUES SUR DE NOUVELLES AIDES FRANCAISES A
L'AGRICULTURE (LA COMMISSION A DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS AU
GOUVERNEMENT FRANCAIS, EN VUE DE VERIFIER LA COMPATIBILITE DES
AIDES EXCEPTIONNELLES AU REVENU AVEC LES ORGANISATIONS DE MARCHE).

2.4 PROBLEMES BUDGETAIRES

EN DEUXIEME LECTURE, LE PARLEMENT A MODIFIE LE PROJET DE BUDGET
DU CONSEIL POUR 1982 EN Y AJOUTANT 224 MIO D'ECUS EN CREDITS DE
PAIEMENTS ET 252 MIO EN ENGAGEMENTS. CES AUGMENTATIONS PORTENT
ESSENTIELLEMENT SUR LES SECTEURS SOCIAL ET REGIONAL AINSI QUE LES
DOMAINES DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT.

L'ECART AVEC LA DERNIERE "OFFRE" DU CONSEIL EST DE L'ORDRE DE
100 MIO ECUS ET LA DISCUSSION PORTE A LA FOIS SUR LE CLASSEMENT
DES DEPENSES NON OBLIGATOIRES (DONC DE LA "MARGE DE MANOEUVRE"
A RECONNAITRE AU PARLEMENT) ET, PAR VOIE DE CONSEQUENCE, SUR LA
QUESTION DE SAVOIR SI LA PROCEDURE BUDGETAIRE PEUT OU NON ETRE
CONSIDEREE COMME CLOSE.

LE CRP DISCUTE ACTUELLEMENT DE L'ATTITUDE DES ETATS MEMBRES EN
VUE DE PREPARER LE CONSEIL "BUDGET" QUI SE TIENDRA LUNDI 21
DECEMBRE.

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

2.5 PECHE

LE CONSEIL "PECHE" QUI ETAIT PREVU POUR LES 14/15 DECEMBRE, A ETE REPORTE UNE FOIS DE PLUS PAR DECISION DE LA PRESIDENCE. AUCUNE AUTRE DATE N'A ETE FIXEE A CE STADE.

LE CONSEIL DEVRAIT ADOPTER AVANT LA FIN DE CETTE ANNEE UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES URGENTES (CONCLUSION DES ACCORDS AVEC LE CANADA ET LE SENEGAL, ADOPTION D'UN CONTINGENT TARIFAIRE A DROIT NUL POUR LE HARENG EN PROVENANCE DE SUEDE NOTAMMENT ET REGIME INTERIMAIRE PERMETTANT DE LIMITER LES CAPTURES A PARTIR DU 1.1.82).

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 USA

UNE DELEGATION US COMPOSEE DE 3 MINISTRES A RENDU VISITE A LA COMMISSION LES 11/12 DECEMBRE : M. HAIG, SECRETAIRE D ETAT, M. BLOCK, SECRETAIRE A L AGRICULTURE ET M. BROCK, REPRESENTANT POUR LES NEGOCIATIONS COMMERCIALES.

LES ENTRETIENS PEUVENT ETRE CONSIDERES COMME EXTREMEMENT POSITIFS ET D'UNE GRANDE VALEUR POUR LA COMPREHENSION MUTUELLE DES PROBLEMES RELATIFS AUX DIVERGENCES DE POLITIQUE COMMERCIALE ENTRE LES ETATS-UNIS ET LA COMMUNAUTE. CES ENTRETIENS POURRAIENT ETRE SYSTEMATISES.

FN CF QUI CONCERNE L'ACIER, AUCUNE DES DEUX PARTIES NE CONSIDERE UN "ORDERLY MARKETING ARRANGEMENT" COMME SOLUTION AUX PROBLEMES QUI SE POSENT. IL FAUDRAIT PLUTOT RECHERCHER UN MEILLEUR FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DES "PRIX GACHETTE".

DANS LE DOMAINE AGRICOLE, LES DIVERGENCES DECOULANT D'UNE DIFFERENCE DE PHILOSOPHIE NECESSITERONT ENCORE BEAUCOUP DE DISCUSSIONS SUPPLEMENTAIRES. LES AGRICULTEURS AMERICAINS CONTINUENT D'EXERCER DES PRESSIONS CONTRE LA PAC ET S'OPPOSENT A L'OCTROI DE RESTITUTIONS QU'ILS ACCUSENT D'ENTRAINER UNE BAISSSE DE LEURS EXPORTATIONS SUR LES MARCHES MONDIAUX. POUR LA COMMUNAUTE, LA PAC EST D UNE IMPORTANCE FONDAMENTALE ET LES RESTITUTIONS SONT PARFAITEMENT COMPATIBLES AVEC SES OBLIGATIONS NEGOCIEES DANS LE TOKYO ROUND.

PARMI LES AUTRES POINTS DISCUTES FIGURAIENT EGALEMENT L'ARRANGEMENT MULTIFIBRES, LE JAPON ET LES QUESTIONS CONCERNANT LE GATT.

3.2 RELATIONS AVEC LES PAYS DE L'A.E.L.E.

LES COMITES MIXTES AVEC LA NORVEGE ET LA FINLANDE SE SONT REUNIS A BRUXELLES LE 9 ET LE 16 DECEMBRE. LA SITUATION ECONOMIQUE, LE DEVELOPPEMENT DES ECHANGES COMMERCIAUX, LE FONCTIONNEMENT DES ACCORDS AINSI QUE CERTAINES QUESTIONS COMMERCIALES SPECIFIQUES ONT ETE EXAMINES LORS DE CES SESSIONS. LES PROBLEMES SIDERURGIQUES ONT ETE EXAMINES DANS LE CADRE DES COMITES MIXTES DES ACCORDS ENTRE CES PAYS ET LA CECA.

COMME ELLE L'AVAIT FAIT PRECEDEMMENT AVEC LES AUTRES PARTENAIRES DE L A.E.L.E, LA DELEGATION DE LA COMMISSION A FAIT PART DE SON DESIR DE PREPARER AVEC TOUS LES PAYS DE LA ZONE LA PROCHAINE

REUNION MINISTERIELLE U GATT EN NOVEMBRE 1982. ROY DENMAN
RENCONTRERA EN FEVRIER LES CHEFS DES MISSIONS DE L'AELE POUR
LEUR DONNER UN COMPTE RENDU DE LA 'TRILATERALE' CE/US/JAPON ET
AMORCER LA PREPARATION DE LA REUNION MINISTERIELLE.

3.3 POLOGNE

DURING THEIR MEETING IN LONDON ON 14-15 DECEMBER PRIMARILY
DEVOTED TO THE MANDATE, MINISTERS ISSUED THE FOLLOWING STATEMENT :

''THE FOREIGN MINISTERS OF THE MEMBER STATES OF THE EUROPEAN
COMMUNITY ARE CONCERNED AT THE DEVELOPMENT OF THE SITUATION IN
POLAND AND THE IMPOSITION OF MARTIAL LAW AND THE DETENTION OF
TRADE UNIONISTS. THEY HAVE PROFOUND SYMPATHY FOR THE POLISH
PEOPLE IN THIS TENSE AND DIFFICULT TIME. THEY LOOK TO ALL SIG-
NATORY STATES OF THE HELSINKI FINAL ACT TO REFRAIN FROM ANY
INTERFERENCE IN THE INTERNAL AFFAIRS OF THE POLISH PEOPLE'S
REPUBLIC. THEY LOOK TO POLAND TO SOLVE THESE PROBLEMS HERSELF
AND WITHOUT THE USE OF FORCE, SO THAT THE PROCESS OF REFORM AND
RENEWAL CAN CONTINUE.

FOREIGN MINISTERS OF THE TEN ARE CONTINUING TO FOLLOW EVENTS IN
POLAND WITH PARTICULAR ATTENTION, AND AGREED TO REMAIN IN CLOSE
CONSULTATION ON THIS QUESTION ''.

LE PARLEMENT A ADOPTE UNE RESOLUTION CONDAMNANT LES MESURES IN-
TERVENUES ET INVITANT LA COMMISSION ET LES ETATS MEMBRES A AC-
CORDER TOUTE AIDE ALIMENTAIRE APPROPRIEE POSSIBLE AUX POPULATIONS
DE POLOGNE.

LA COMMISSION A FAIT LE POINT DE LA MISE EN OEUVRE DE LA TROISIE-
ME TRANCHE D'AIDE A LA LUMIERE DU DEBAT D'HIER ET DE CETTE RESO-
LUTION :

- LES 8.000 T. DE VIANDE BOVINE DEVRAIENT PARVENIR DANS LES
PROCHAINS JOURS. LA COMMISSION VEILLERA A CE QU'ELLES PARVIEN-
NENT EFFECTIVEMENT AUX POPULATIONS POLONAISES AUXQUELLES ELLES
SONT DESTINEES. (IL S'AGIT EN L'OCCURENCE D'UN DON)
- LA POURSUITE DE L EXECUTION DE LA TROISIEME TRANCHE, DE MEME
QUE TOUTE AIDE SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE DEPENDENT DE LA MOBILI-
SATION DES CREDITS CORRESPONDANTS ET LES QUANTITES EN CAUSE
SERONT LIVREES DANS LES MEMES CONDITIONS, A SAVOIR LA GARANTIE
QU'ELLES PARVIENNENT EFFECTIVEMENT A LA POPULATION POLONAISE
AVEC LE CONCOURS D ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES.

3.4 ISRAEL

MINISTERS ISSUED IN LONDON THE FOLLOWING STATEMENT ON THE GOLAN
HEIGHTS :

THE FOREIGN MINISTERS OF THE MEMBER STATES OF THE EUROPEAN
COMMUNITY STRONGLY DEPLORE THE DECISION OF THE GOVERNMENT AND
KNESSET OF ISRAEL TO EXTEND ISRAELI LAW, JURISDICTION AND ADMI-
NISTRATION TO OCCUPIED SYRIAN TERRITORY IN THE GOLAN HEIGHTS.
SUCH AN EXTENSION, WHICH IS TANTAMOUNT TO ANNEXATION, IS CONTRA-
RY TO INTERNATIONAL LAW, AND THEREFORE INVALID IN OUR EYES. THIS
STEP PREJUDICES THE POSSIBILITY OF THE IMPLEMENTATION OF SECURITY
COUNCIL RESOLUTION 242 AND IS BOUND TO COMPLICATE FURTHER THE
SEARCH FOR A COMPREHENSIVE PEACE SETTLEMENT IN THE MIDDLE EAST
TO WHICH WE REMAIN COMMITTED. ''

UNF DELEGATION DE L KNESSET DEVAIT RENCONTRER STRASBOURG
CETTE SEMAINE UNE DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN.

3.5 AFFRIQUE DE L'OUEST

A L'OCCASION DE SES DEUX PREMIERE VISITES OFFICIELLES EN COTE
D'IVOIRE (10 DECEMBRE) ET AU SENEGAL (11-14 DECEMBRE), M. PISANI
A EU AVEC LES PLUS HAUTES AUTORITES DE CES DEUX PAYS DES ENTRE-
TIENS SUR LES RELATIONS NORD/SUD ET LA COOPERATION ACP/CEE.

PAR AILLEURS, EN MARGE DU 7EME SOMMET DES CHEFS D'ETATS DE LA
COMMUNAUTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEAO), M. PISANI
A PROCEDÉ A UN ECHANGE DE VUES AVEC LES RESPONSABLES POLITIQUES
SUR LES PROBLEMES D ACTUALITE CONCERNANT LES ETATS SAHELIENS,
NOTAMMENT SUR L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE, LA DEFORESTATION ET
PLUS GENERALEMENT SUR LA REALISATION D'UNE VERITABLE STRATEGIE
DE LUTTE CONTRE LA FAIM.

CES THEMES ONT ETE REPRIS PAR M. PISANI LORS DE SON INTERVENTION
MDEVANLEINSTANCESUPERIEUREDLCEA

3.6 STRATEGIES ALIMENTAIRES

M. PISANI A PRESIDE LE 17 DECEMBRE UNE REUNION PES DIRECTEURS
GENERAUX DU DEVELOPPEMENT DES ETATS MEMBRES QU'IL A PRIS L INI-
TIATIVE DE CONVOQUER AUX FINS D EXAMINER LES MODALITES D'APPLI-
CATION CONCRETE DU PLAN D'ACTION CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE
APPROUVE PAR LE CONSEIL DU 3 NOVEMBRE.

3.7 SUCRE ACP

A LA DEMANDE DES ETATS ACP CONCERNANT UNE REUNION SPECIALE DU
CONSEIL ACP-CEE SUR LE SUCRE ET LE STABEX, LA COMMUNAUTE A PROPO-
SE UNE REUNION PRELIMINAIRE ENTRE LES CO-PRESIDENTS, LE LUNDI
21 DECEMBRE, REUNION QUI DEVRAIT DETERMINER LE CALENDRIER POUR
LA POURSUITE DE CETTE AFFAIRE.

3.8 TEXTILES - AMF

LE COMITE DES TEXTILES DU GATT POURSUIT SES TRAVAUX A GENEVE EN
VUE DU RENOUELEMENT DE L'AMF. UN PREMIER TEXTE TIRANT LES
CONCLUSIONS DES TRAVAUX EFFECTUES PENDANT LES DERNIERES SEMAINES
A ETE ELABORE PAR LE DIRECTEUR GENERAL DU GATT. CE PROJET DE
CONCLUSIONS A ETE EXAMINE UNE PREMIERE FOIS LE 17 DECEMBRE PAR
LE COMITE DES TEXTILES.

LES DISCUSSIONS SE POURSUIVENT ACTUELLEMENT ET EVENTUELLEMENT AU-
DELA DU 18 DECEMBRE, DATE INITIALEMENT PREVUE POUR LA CONCLU-
SION DES TRAVAUX.

4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

4.1 PROCEDURE DE CONCERTATION

M. ANDRIESSEN A PRESENTE MERCREDI AU PARLEMENT UN PROJET DE
DECLARATION COMMUNE CONCERNANT UNE NOUVELLE PROCEDURE DE CONCERTATION

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Co

TATION ENTRE LES TROIS INSTITUTIONS, PROJET QUI AVAIT ETE ADOPTÉ LE MATIN MEME PAR LA COMMISSION.

CE PROJET VISE A ETENDRE LA PROCEDURE DE CONCERTATION A TOUS LES ACTES COMMUNAUTAIRES IMPORTANTS A LA DEMANDE DE L'UNE OU L'AUTRE DES TROIS INSTITUTIONS. IL S'AGIRAIT D'UNE PROCEDURE EN DEUX PHASES, AVEC DEROGATIONS POSSIBLES, LA PREMIERE REUNION DE CONCERTATION INTERVENANT A UN STADE AUSSI AVANCE QUE POSSIBLE.

4.2 SERVICES DE LA COMMISSION

LA COMMISSION A NOMME M. KLAUS MEYER, DIRECTEUR GENERAL DU DEVELOPPEMENT, CONSEILLER HORS CLASSE AUPRES DE M. LE PRESIDENT. LA NOMINATION PREND EFFET AU 1ER JANVIER 1982.

CECI EST LE DERNIER TELEX DE L'ANNEE. LA COMMISSION DOIT REPREDRE SES TRAVAUX LE 6 JANVIER ET LE COREPER LE 12.

MEILLEURS VOEUX.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

+
EURCOM WSH

21877 COMEU B

Global Communications

Global Communications